

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1985)
Heft: 792

Artikel: Élections genevoises : le changement pour aller où?
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1017852>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 16.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le changement pour aller où ?

Cette fois la classe politique ne peut pas ne pas voir. Comprendra-t-elle? C'est une autre question. Les signes de la volonté de changement sont nombreux: les partis traditionnels, en l'absence du PDC, bousculés dans leurs positions; les blocs affaiblis et le Parlement sans majorité stable; la percée de nouveaux candidats au détriment de députés sortants; le pourcentage élevé des bulletins de partis modifiés (43%); la présence marquée des femmes qui occuperont un bon quart du Grand Conseil.

Dans les communiqués post-électorales, la défaite est reconnue, fait peu habituel. Cette défaite est d'ailleurs perçue comme un échec de la grande famille des formations établies. Les nouveaux venus ont certes réussi une percée impressionnante mais, dit-on, ils n'ont pas de programme. Reproche paradoxal de la part de partis qui n'ont pas précisément brillé par l'épaisseur et l'originalité de leurs projets.

Au désavantage des vaincus le fait que les électeurs ont pu juger sur pièce du fossé entre le dire et le faire. Tous ont promis ce qu'ils n'avaient pas su réaliser durant la législature. Des transports efficaces, alors qu'ils naviguent depuis des années dans des demi-mesures qui n'ont fait qu'aggraver la situation; une économie moderne et diversifiée alors qu'aucune priorité de développement n'est visible; la solution à la crise du logement alors que le Parlement décide — véritable provocation — d'aider les nantis à acquérir leur logement. «Genève pète de santé», a-t-on répété durant la campagne, mais en oubliant que les statistiques ne reflètent qu'une réalité moyenne. Une politique sociale développée, certes, mais qui finalement arrose si largement qu'elle en oublie les plus défavorisés.

Dans ce contexte, les socialistes se sont trouvés coincés; bien que minoritaires, ils sont identifiés au pouvoir. Mais il est probable également que leur langage vieilli, la faiblesse de leur réflexion sur les changements sociaux, leur propension à collectionner les thèmes à la mode ont nui à leur crédibilité. Anecdote, mais significatif: à la veille des élections, les Jeunesses socialistes distribuaient un tract revendiquant le droit de vote des étrangers.

Vigilance, mouvement patriotique, est né il y a une vingtaine d'années de l'indignation d'une poignée de citoyens lors de la présentation de la pièce de Walter Weideli, «Le banquier sans visage», évocation du banquier Necker peu flatteuse pour Genève et, de surplus, commandée par les autorités à l'occasion du 150^e anniversaire de l'entrée de Genève dans la Confédération. Son premier combat d'envergure fut un référendum contre la FIPOI, fondation immobilière qui met à disposition les terrains nécessaires aux organisations internationales. Depuis 1965, ce mouvement a toujours été présent au Grand Conseil, à l'exception d'une législature.

Mettre la poussée de Vigilance sur le compte exclusif de la xénophobie du Genevois, c'est faire bon compte de toutes ses faiblesses. C'est passer sous silence l'incapacité du Parlement à prendre en compte les revendications populaires — voir le retard scandaleux dans le traitement des initiatives populaires; c'est faire la philosophie du Conseil d'État confondant l'intérêt public avec le racollage tous azimuts de l'accroissement de la richesse (voir la politique des permis de séjour et de travail, la vente d'immeubles aux non-résidents); c'est ignorer les manquements de la presse, plus soucieuse de broser les autorités dans le sens du poil que de remplir sa fonction critique.

Avec la nouvelle distribution des cartes, le jeu est maintenant plus ouvert. Mais les cinq ou six majorités changeantes au gré des sujets permettront-elles de mener une politique qui réponde au besoin de changement? Entre le plus de logements, le plus d'emplois de qualité, le maintien du niveau de vie et l'exigence d'un environnement urbain et naturel équilibré, il faudra bien choisir et trouver les solutions nouvelles qui bousculeront beaucoup d'intérêts et d'avantages. Cette élection a sanctionné la main basse d'une coterie sur la vie politique; elle n'a guère ouvert de perspectives.

COURRIER

Questions aux socialistes genevois

Au sujet des élections genevoises, un ami de DP nous écrit.

Le résultat des élections genevoises servira-t-il de leçon aux socialistes? Va-t-on de nouveau entendre les excuses habituelles pour une déconfiture prévue depuis longtemps: «la lutte continue», «les électeurs se sont fait avoir par des slogans démagogiques», «c'est la faute aux partis bourgeois», «les écologistes ont divisé la gauche», etc.?

Le moment n'est-il pas enfin venu de comprendre que le parti socialiste défend en Suisse des positions qui ne correspondent souvent plus aux besoins de ses électeurs potentiels? Jusqu'à quand le dogmatisme désuet et la division l'emporteront-ils sur la conscience des réalités présentes? Plutôt que de considérer la social-démocratie comme le pire des maux, il serait temps de se rendre compte que le «peuple de gauche» en Suisse se compose avant tout de fonctionnaires, d'employés, d'indépendants et même... de patrons! Plutôt que de répondre aux défis technologiques